



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Schweizerisches Handelsamtsblatt SHAB
Feuille officielle suisse du commerce FOSC
Foglio ufficiale svizzero di commercio FUSC
Swiss Official Gazette of Commerce SOGC

Rubrik: Mitteilungen an Gesellschafter
Unterrubrik: Einladung zur Generalversammlung
Publikationsdatum: SHAB 26.03.2024
Öffentlich einsehbar bis: 26.03.2025
Meldungsnummer: UP04-0000005896

Publizierende Stelle
APG SGA SA, Giesshübelstrasse 4, 8027 Zürich

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung APG SGA SA

Betroffene Organisation:
APG SGA SA
CHE-101.068.018
Carrefour de Rive 1
1207 Genève

Angaben zur Generalversammlung:
25.04.2024, 16:30 Uhr, FER Fédération Entreprises des de Romandes
Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genève
Auditorium - Untergeschoss 1

Einladungstext/Traktanden:
Einladung zur ordentlichen Generalversammlung APG|SGA AG - zweisprachig FR/DE im PDF einsehbar.

Convocation à l'Assemblée ordinaire APG|SGA SA - bilingue FR/DE consultable en PDF

Bemerkungen:
Türöffnung zum Auditorium um 16.00 Uhr

A l'attention des actionnaires d'APG SGA SA

Convocation à l'Assemblée générale ordinaire

Date: jeudi 25 avril 2024, 16h30 (ouverture des portes 16h00)

Lieu: Fédération des Entreprises Romandes (FER), Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genève

Ordre du jour

1. Rapport de l'organe de révision
2. Approbation du rapport annuel, des comptes annuels et des comptes consolidés pour l'exercice 2023
3. Affectation du bénéfice résultant du bilan et fixation du dividende
4. Décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction
5. Election au Conseil d'administration
6. Election du président du Conseil d'administration
7. Election au comité de rémunération
8. Rémunération du Conseil d'administration
9. Rémunération fixe de la Direction
10. Rémunération variable de la Direction
11. Election de l'organe de révision
12. Election du représentant indépendant
13. Modification des statuts

Ordre du jour et propositions du Conseil d'administration

1. Rapport de l'organe de révision

Le Conseil d'administration invite les actionnaires à prendre connaissance des rapports de l'organe de révision. Le rapport de révision de PricewaterhouseCoopers AG, Zurich, se trouve dans le Financial Report 2023 aux pages 27 à 31 pour les comptes consolidés et aux pages 41 à 45 pour les comptes individuels d'APG SGA SA.

2. Approbation du rapport annuel, des comptes annuels et des comptes consolidés pour l'exercice 2023

Le Conseil d'administration propose pour l'exercice 2023 :

- 2.1 l'approbation du rapport annuel
- 2.2 l'approbation des comptes annuels et des comptes consolidés

Explication

Le Conseil d'administration est légalement tenu de présenter le rapport de gestion, les comptes annuels et les comptes consolidés pour chaque exercice comptable à l'Assemblée générale pour approbation. L'organe de révision PricewaterhouseCoopers AG, Zurich, a vérifié les comptes consolidés d'APG SGA SA et les comptes annuels d'APG SGA SA et recommande, dans ses rapports à l'Assemblée générale, d'approuver les comptes consolidés d'APG SGA SA et les comptes annuels d'APG SGA SA.

3. Affectation du bénéfice résultant du bilan et fixation du dividende

Le Conseil d'administration propose la répartition suivante du bénéfice ainsi que le versement de CHF 33 000 000* à titre de dividende, prélevés sur le bénéfice reporté :

Bénéfice reporté	CHF	84 524 474
Bénéfice de l'exercice 2023	CHF	28 859 876
Bénéfice reporté à disposition de l'Assemblée générale	CHF	113 384 350
Dividende ordinaire (par action)	CHF	11.00

En cas d'acceptation, le dividende sera payé à partir du 3 mai 2024, après déduction de l'impôt anticipé de 35%.

* Les actions en propriété d'APG SGA SA au moment du paiement du dividende ne donnent pas droit au dividende.

Il se peut donc que le montant prévu pour le dividende soit modifié en conséquence.

Explication

La distribution d'un dividende nécessite une décision de l'Assemblée générale. L'affectation proposée du bénéfice disponible est conforme à la politique de dividendes d'APG SGA SA. L'affectation du bénéfice au bilan et la distribution du dividende se fondent sur les comptes annuels vérifiés par l'organe de révision et à approuver au point 2 de l'ordre du jour.

4. Décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction

Le Conseil d'administration propose qu'il soit donné décharge à l'ensemble de ses membres ainsi qu'à l'ensemble des membres de la Direction pour l'exercice 2023.

Explication

En donnant décharge aux membres du Conseil d'administration et de la Direction, les actionnaires déclarent qu'ils ne demanderont plus de comptes aux personnes responsables pour les faits révélés de l'exercice comptable précédent. La société n'a pas connaissance de faits qui s'opposeraient à une décharge complète.

5. Election au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose l'élection individuelle des membres suivants jusqu'à la clôture de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

- 5.1 M. Daniel Hofer (réélection)
- 5.2 M. Xavier Le Clef (réélection)
- 5.3 M. David Bourg (réélection)
- 5.4 Mme Maya Bundt (réélection)
- 5.5 Mme Jolanda Grob (réélection)
- 5.6 M. Markus Scheidegger (réélection)

Des informations relatives aux membres du Conseil d'administration sont disponibles à partir de la page 22 du rapport de gestion ainsi que sur Internet à l'adresse www.apgsa.ch/ca.

Explication

Conformément à l'art. 698, al. 2, ch. 2 CO et à l'art. 24 des statuts d'APG SGA SA, les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale. Comme le mandat des membres du Conseil d'administration prend fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 25 avril 2024, ceux-ci doivent être réélus par l'Assemblée générale.

6. Election du président du Conseil d'administration

Sous réserve de sa réélection en qualité de membre du Conseil d'administration, le Conseil d'administration propose de réélire :

- M. Daniel Hofer (réélection)

en qualité de président du Conseil d'administration jusqu'à la clôture de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Explication

Conformément à l'art. 698, al. 3, ch. 1 CO et à l'art. 24 des statuts d'APG SGA SA, le président du Conseil d'administration est élu par l'Assemblée générale. Comme le mandat du président du Conseil d'administration prend fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 25 avril 2024, le président du Conseil d'administration doit être réélu par l'Assemblée générale.

7. Election au comité de rémunération

Sous réserve de leur élection en qualité de membres du Conseil d'administration, le Conseil d'administration propose d'élire individuellement :

- 7.1 Mme Jolanda Grob (réélection)
- 7.2 M. Markus Scheidegger (réélection)

en qualité de membres du comité de rémunération jusqu'à la clôture de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Explication

Conformément à l'art. 698, al. 3, ch. 2 CO et à l'art. 28 des statuts d'APG SGA SA, les membres du comité de rémunération sont élus par l'Assemblée générale. Comme le mandat des membres du comité de rémunération prend fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 25 avril 2024, ceux-ci doivent être élus à nouveau par l'Assemblée générale.

8. Rémunération du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose l'approbation d'un montant global maximum de CHF 890 000 (contributions de sécurité sociales comprises) pour la rémunération du Conseil d'administration pour la période allant de la clôture de l'Assemblée générale ordinaire 2024 jusqu'à la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Explication

Comme les années précédentes et conformément à l'art. 698, al. 3, ch. 4 CO et à l'art. 33 des statuts d'APG SGA SA, la rémunération totale maximale du Conseil d'administration doit être approuvée par l'Assemblée générale dans le cadre d'un vote contraignant. L'augmentation modérée du montant global maximum proposé par rapport à l'année précédente (Assemblée générale 2023 : CHF 850 000) s'explique par le fait qu'une rémunération a été prévue pour les membres du comité indépendant du Conseil d'administration (d'un montant identique à celle des membres des autres comités du Conseil d'administration).

9. Rémunération fixe de la Direction

Le Conseil d'administration propose l'approbation d'un montant global maximum de CHF 2 524 000 (contributions de sécurité sociales comprises) pour la rémunération fixe de la Direction pour la période de l'exercice commercial 2025 à venir.

Explication

Comme les années précédentes et conformément à l'art. 698, al. 3, ch. 4 CO et à l'art. 33 des statuts d'APG SGA SA, la rémunération fixe maximale de la Direction doit être approuvée par un vote contraignant. Le montant global maximum proposé pour la rémunération fixe de la direction d'entreprise pour l'exercice 2025 est de CHF 16 000 plus bas que le montant global maximum de CHF 2 540 000 (contributions sociales comprises) approuvé par l'Assemblée générale ordinaire de 2023 pour l'exercice commercial 2024 actuel.

10. Rémunération variable de la Direction

Le Conseil d'administration propose l'approbation d'un montant global maximum de CHF 1 711 000 (contributions de sécurité sociales comprises) pour la rémunération variable de la Direction pour la période de l'exercice commercial 2023 qui est clos.

Explication

Comme les années précédentes et conformément à l'art. 698, al. 3, ch. 4 CO et à l'art. 33 des statuts d'APG SGA SA, la rémunération variable maximale de la Direction doit être approuvée par un vote contraignant. Le montant global maximum demandé, supérieur à celui de l'exercice commercial 2022 (Assemblée générale 2023 : CHF 1 189 000), s'explique par l'élargissement de la Direction de l'entreprise à deux membres en 2023 et par une rémunération variable supplémentaire liée à un projet stratégique.

11. Election de l'organe de révision

Le Conseil d'administration propose de réélire PricewaterhouseCoopers SA, Zurich, comme organe de révision pour une période d'une année jusqu'à la clôture de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Explication

Conformément à l'art. 698, al. 2, ch. 2 CO et à l'art. 35 des statuts d'APG SGA SA, l'organe de révision est élu par l'Assemblée générale. Comme le mandat de l'organe de révision prend fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire du 25 avril 2024, celui-ci doit être élu à nouveau par l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration est d'avis que PricewaterhouseCoopers AG reste le choix le plus approprié pour le mandat d'organe de révision.

12. Election du représentant indépendant

Le Conseil d'administration propose d'élire Me Costin van Berchem, notaire, Les Notaires à Carouge, comme représentant indépendant jusqu'à la clôture de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Explication

Conformément à l'art. 698, al. 3, ch. 3 CO et à l'art. 18 des statuts d'APG SGA SA, le représentant indépendant est élu par l'Assemblée générale. Comme le mandat du représentant indépendant prend fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire du 25 avril 2024, celui-ci doit être réélu par l'Assemblée générale. Monsieur Costin van Berchem remplit les critères d'indépendance et le Conseil d'administration propose de le réélire pour des raisons de continuité.

13. Modification des statuts

Le Conseil d'administration propose de modifier les statuts d'APG SGA SA tel que proposé dans les propositions 13.1, 13.2, 13.3, 13.4 et 13.5. Les modifications proposées découlent essentiellement de la révision du droit suisse des sociétés anonymes qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2023. Un document mettant en évidence les différences entre les statuts actuels et les nouveaux statuts est disponible en ligne à l'adresse suivante <https://www.apgsga.ch/fr/apgsga-investor-relations/corporate-governance>.

13.1 Modifications des status relatives aux capital-actions et actions de la société

Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 6, al. 3, l'art. 7, al. 1 et 2, l'art. 8 al. 1, et l'art. 9 des statuts comme suit (changements en **rouge**) :

Article 6, al. 3

~~L'Assemblée générale peut convertir des actions nominatives en actions au porteur ou des actions au porteur en actions nominatives.~~

Article 7, al. 1 et al. 2

Sous réserve des dispositions suivantes du présent article 7, les actions nominatives de la société sont émises sous la forme de droits-valeurs **simples** et doivent être considérées comme des titres intermédiés.

Les actionnaires n'ont aucun droit à l'impression et à l'expédition de titres ou à la conversion des actions nominatives émises sous une certaine forme en une autre forme. La société peut en revanche émettre en tout temps des titres (certificats individuels, certificats ou certificats globaux) ou convertir des droits-valeurs **simples** et des titres dans une autre forme ainsi qu'annuler des titres émis lui ayant été remis.

Article 8, al. 1

Le Conseil d'administration tient un registre des actions qui mentionne le nom, l'adresse et la nationalité des propriétaires et des usufruitiers. **Les détenteurs ou les usufruitiers peuvent déposer leur demande d'inscription au registre des actions par écrit ou par voie électronique. Une** ~~La~~ demande d'inscription **écrite** et l'éventuel pouvoir de cession révocable doivent être signés de la main du requérant ou de son représentant légal. N'est reconnu comme actionnaire ou usufruitier à l'égard de la société que celui qui est inscrit au registre des actions avec droit de vote. Le transfert d'actions exige dans tous les cas l'approbation du Conseil d'administration.

Article 9

La propriété d'une action et son enregistrement dans le registre des actions comportent l'adhésion aux statuts en vigueur de la société et aux décisions régulièrement prises par elle.

Explication

La suppression de l'art. 6, al. 3 est proposée étant donné qu'une autorisation statutaire pour la conversion d'actions nominatives en actions au porteur (et inversement) n'est plus nécessaire. Les modifications apportées à l'art. 7, al. 1 et al. 2, reflètent le nouveau libellé de la loi. Les adaptations proposées à l'art. 8, al. 1 découlent de la nouvelle possibilité de requérir l'inscription au registre des actions par voie électronique. Enfin, l'art. 9 contient une modification purement rédactionnelle.

13.2 Modifications des statuts relatives à la restriction de la transmissibilité des actions

Le Conseil d'administration propose de modifier l'art. 8, al. 2 des statuts comme suit (changements en rouge) :

Article 8, al. 2

La société peut refuser un acquéreur ~~L'approbation peut être refusée~~ pour les motifs suivants :

1. Lorsque l'acquéreur, malgré la requête de la société, ~~n'a pas déclaré ne déclare pas~~ expressément ~~qu'il a acquis dans sa demande d'inscription, détenir~~ les actions en son propre nom et pour son propre compte, ~~qu'aucun contrat sur la reprise ou la restitution desdites actions n'a été conclu et qu'il supporte le risque économique lié aux actions.~~
2. [...]

Explication

La modification proposée à l'art. 8, al. 2, élargit le motif de refus déjà en vigueur, à savoir lorsqu'un acquéreur ne déclare pas expressément, sur demande, qu'il a acquis les actions en son propre nom et pour son propre compte. Conformément à la nouvelle réglementation légale, un acquéreur qui ne confirme pas qu'aucun contrat sur la reprise ou la restitution des actions n'a été conclu et qu'il assume le risque lié aux actions pourra également être refusé. Cette modification est conforme au nouveau texte légal et vise à empêcher le « vote sans risque économique » (empty voting).

13.3 Modifications des statuts relatives aux assemblées générales (y compris distributions et publications)

Le Conseil d'administration propose de modifier les art. 13, al. 3 ; art. 15 ; art. 16, al. 1–6 et al. 8–9 ; art. 17 ; art. 21, al. 1–3 ; art. 22, al. 2 ; art. 23, al. 2–5 ; art. 37, art. 38 ; et art. 39, al. 2 des statuts comme suit (changements en rouge) :

Article 13, al. 3

L'Assemblée générale des actionnaires a le droit inaliénable :

1. D'adopter et de modifier les statuts ;
2. De nommer et de révoquer les membres du Conseil d'administration, le président du Conseil d'administration, les membres du comité de rémunération, le représentant indépendant et l'organe de révision ;
3. D'approuver le rapport annuel, les comptes annuels et les comptes consolidés et de déterminer l'emploi du bénéfice résultant du bilan, en particulier de fixer le dividende et les tantièmes sous réserve de l'article 37 ;
4. ~~De fixer le dividende intermédiaire et d'approuver les comptes intermédiaires nécessaires à cet effet ;~~

5. De décider du remboursement de la réserve légale issue du capital ;
6. De donner décharge aux membres du Conseil d'administration ;
7. De procéder à la décotation des titres de participation de la société ;
8. D'approuver les rémunérations des membres du Conseil d'administration et de la Direction ;
9. De prendre toutes les décisions qui lui sont réservées par la loi ou les statuts ou qui lui sont soumises par le Conseil d'administration.

Article 15

L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration et au besoin par l'organe de révision ~~les réviseurs~~. Elle peut également être convoquée par les ~~Les~~ liquidateurs et les représentants des obligataires ~~ont également le droit de la convoquer~~.

Le Conseil d'administration doit convoquer des Assemblées générales extraordinaires lorsqu'une convocation est requise par écrit ~~et avec indication des objets de discussion et des propositions~~ par des actionnaires qui détiennent ensemble au moins cinq pour cent du capital-actions ou des voix ~~représentant dix pour cent au moins du capital-actions~~. Les objets de l'ordre du jour et les propositions doivent être mentionnés dans la requête.

Des actionnaires qui détiennent ensemble au moins 0.5 pour cent du capital-actions ou des voix ~~représentent des actions totalisant une valeur nominale de deux cent vingt-cinq mille francs (Frs. 225'000)~~ peuvent requérir l'inscription d'un objet à l'ordre du jour ou demander l'inscription dans la convocation à l'Assemblée générale de propositions concernant les objets portés à l'ordre du jour.

~~La convocation et~~ l'inscription d'un objet à l'ordre du jour ~~et l'inscription de propositions~~ doivent être requises par écrit, ~~parvenir au Conseil d'administration~~ au moins cinquante jours ~~avant la date prévue~~ pour la réunion en indiquant les objets de discussion et les propositions ~~et contenir la preuve de la détention du nombre d'actions requis~~. Les actionnaires peuvent joindre une motivation succincte à leur demande d'inscription d'un objet à l'ordre du jour ou à leur proposition. Cette motivation doit être retranscrite dans la convocation à l'Assemblée générale.

Article 16, al. 1–6 et al. 8–9

Le Conseil d'administration communique aux actionnaires la convocation à l'Assemblée générale ~~au moins est convoquée~~ vingt jours ~~au moins~~ avant la date à laquelle elle doit avoir lieu ~~de sa réunion~~, par lettre adressée à chacun des actionnaires inscrits sur le registre des actions à la dernière adresse notifiée par les actionnaires ou par e-mail à l'exception des actionnaires sans droit de vote.

Sont mentionnés dans la convocation :

1. la date, l'heure, la forme et le lieu de l'Assemblée générale ;
2. les objets portés à l'ordre du jour ;
3. les propositions du Conseil d'administration et une motivation succincte ;
4. le cas échéant, les propositions des actionnaires, accompagnées d'une motivation succincte ;
5. le nom et l'adresse du représentant indépendant.

~~Les objets portés à l'ordre du jour sont mentionnés dans la convocation ainsi que les propositions du Conseil d'administration et des actionnaires qui ont demandé la convocation d'une Assemblée générale ou l'inscription d'un objet à l'ordre du jour.~~

Les avis de convocation de l'Assemblée générale ordinaire doivent informer les actionnaires que le compte de profits et pertes et le bilan, de même que le rapport des réviseurs, le rapport de gestion, le rapport de rémunération et les propositions éventuelles concernant l'emploi du bénéfice résultant du bilan, sont **rendus accessibles mis à la disposition des** aux actionnaires au ~~siège de la société~~ moins vingt jours ~~au plus tard~~ avant l'Assemblée générale. ~~Si les documents ne sont pas accessibles électroniquement, tout actionnaire peut exiger qu'ils lui soient délivrés à temps.~~

~~Les propositions de modification des statuts sont déposées au siège de la société vingt jours au plus tard avant l'Assemblée générale et mention de ce dépôt est faite dans la convocation.~~

~~Le Conseil d'administration peut faire une présentation succincte des objets portés à l'ordre du jour dans la convocation pour autant qu'il mette des informations plus détaillées à la disposition des actionnaires par une autre voie.~~

Sous réserve des dispositions concernant la réunion de tous les actionnaires, aucune décision ne peut être prise sur des objets qui n'ont pas été dûment portés à l'ordre du jour, à l'exception des propositions déposées par un actionnaire dans le but de convoquer une Assemblée générale extraordinaire, d'instituer un **examen** ~~contrôle~~ spécial ou d'élire un organe de révision.

~~Lors de l'assemblée générale, tout actionnaire peut formuler des propositions concernant les objets portés à l'ordre du jour. Il n'est pas nécessaire d'annoncer au préalable les propositions entrant dans le cadre des objets portés à l'ordre du jour ni les délibérations qui ne doivent pas être suivies d'un vote.~~

[...]

~~Le Conseil d'administration peut décider qu'une Assemblée générale qui n'est pas tenue sous forme virtuelle peut être tenue simultanément en plusieurs lieux, auquel cas les interventions doivent être retransmises simultanément sur tous les sites de réunion par des moyens audiovisuels, ou de manière hybride.~~

La convocation à toute Assemblée générale mentionne la façon dont les actionnaires peuvent se faire représenter par le Représentant Indépendant. La détermination du lieu de réunion ne doit, pour aucun actionnaire, compliquer de manière non fondée l'exercice de ses droits liés à l'Assemblée générale.

Article 17

Les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions peuvent, s'il n'y a pas d'opposition, tenir une Assemblée générale sans observer les **prescriptions régissant la formes prévues pour sa** convocation. Aussi longtemps ~~que les propriétaires ou les représentants de la totalité des actions y participent qu'ils sont présents~~, cette Assemblée a le droit de délibérer et de statuer valablement sur tous les objets qui sont du ressort de l'Assemblée générale.

Article 21, al. 1–3

L'Assemblée générale prend ses décisions et procède aux élections à la majorité ~~absolue~~ des voix attribuées aux actions représentées.

Une décision de l'Assemblée générale recueillant au moins les deux tiers des voix attribuées aux actions représentées et la majorité ~~absolue~~ des valeurs nominales représentées est nécessaire ~~pour~~:

1. ~~pour~~ la modification du but social ;
2. ~~pour la réunion d'actions, pour autant que le consentement de tous les actionnaires concernés ne soit pas requis l'introduction d'actions à droit de vote privilégié ;~~
3. ~~pour l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou par compensation, et pour l'attribution d'avantages particuliers la restriction de la transmissibilité des actions nominatives ;~~
4. ~~pour la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel l'augmentation autorisée ou conditionnelle du capital-actions ;~~
5. ~~pour la création d'un capital conditionnel ou l'institution d'une marge de fluctuation du capital l'augmentation du capital-actions au moyen des fonds propres, contre apport en nature ou en vue d'une reprise de biens et l'octroi d'avantages particuliers ;~~
6. ~~pour la transformation de bons de participation en actions la limitation ou la suppression du droit de souscription préférentiel ;~~
7. ~~pour la restriction de la transmissibilité des actions nominatives ;~~
8. ~~pour l'introduction d'actions à droit de vote privilégié ;~~
9. ~~pour le changement de la monnaie dans laquelle le capital-actions est fixé ;~~
10. ~~pour l'introduction de la voix prépondérante du président à l'Assemblée générale ;~~
11. ~~pour l'introduction d'une disposition statutaire prévoyant la tenue de l'Assemblée générale à l'étranger ;~~
12. ~~pour la décotation des titres de participation de la société ;~~
13. ~~pour~~ le transfert du siège de la société ;
14. ~~pour l'introduction d'une clause d'arbitrage dans les statuts ;~~
15. ~~pour~~ la dissolution de la société.

Les votes et les élections ont lieu à main levée, à moins que le président n'ordonne ou ~~qu'un~~ que des actionnaires représentant ensemble au moins un pour cent du capital-actions ne demandent un vote à bulletin secret. Les votes et les élections peuvent également être effectués par voie électronique si le président le décide. En cas de doute du président sur le résultat d'un vote ou d'une élection à main levée, le président peut en tout temps répéter le vote ou l'élection par un vote à bulletin secret ou par voie électronique. Dans ce cas, le résultat du vote ou de l'élection à main levée ne produit aucun effet.

Article 22, al. 2

Le président désigne ~~la personne qui rédige le procès-verbal le secrétaire~~, ainsi que deux scrutateurs pris parmi les actionnaires ou leurs représentants.

Article 23, al. 2–5

Il veille à la rédaction du procès-verbal. Celui-ci mentionne :

1. ~~La date, l'heure de début et de fin, ainsi que la forme et le lieu de l'Assemblée générale ;~~
2. ~~Le nombre, l'espèce, la valeur nominale et la catégorie des actions représentées, en précisant celles qui sont représentées par le représentant indépendant et celles qui sont représentées par une autre personne par les actionnaires, le représentant indépendant, ainsi que par les autres personnes~~ selon l'article 18 des présents statuts ;

3. Les décisions et le résultat des élections ;
4. Les demandes de renseignements formulées lors de l'Assemblée générale et les réponses données ; ~~et~~
5. Les déclarations dont les actionnaires demandent l'inscription ; ~~et~~
6. Les problèmes techniques significatifs survenus durant l'Assemblée générale.

Le procès-verbal est signé par la personne qui l'a rédigé et par le président de l'Assemblée générale ~~et son rédacteur~~.

~~Les actionnaires ont le droit de consulter le procès-verbal.~~

Tout actionnaire peut exiger que le procès-verbal soit mis à sa disposition dans les trente jours qui suivent l'Assemblée générale.

Les décisions et le résultat des élections, avec indication de la répartition exacte des voix, sont accessibles par voie électronique dans les quinze jours qui suivent l'Assemblée générale.

Article 37

L'Assemblée générale dispose du bénéfice résultant du bilan dans le cadre des dispositions légales.

En plus des réserves légales, d'autres réserves peuvent être créées.

~~L'Assemblée générale dispose du bénéfice résultant du bilan de la manière suivante:~~

- ~~1. En premier lieu, affectation d'une somme égale à cinq pour cent (5 %) du bénéfice résultant du bilan de l'exercice, en faveur de la réserve générale, tant que cette dernière n'a pas atteint ou n'atteint plus un cinquième du capital social versé.~~
- ~~2. Le surplus du bénéfice résultant du bilan, y compris le cas échéant les sommes qu'elle déciderait de prélever sur les réserves, est à disposition de l'Assemblée générale pour alimenter des réserves, distribuer un dividende dont le montant devra être égal pour chaque action, procéder à l'incorporation de bénéfices au capital social, ou pour être reporté à compte nouveau.~~

~~Les dispositions légales applicables régissant l'utilisation du bénéfice demeurent réservées.~~

Article 38

L'Assemblée générale fixe la date du paiement du dividende ou du dividende intermédiaire.

Tout dividende non réclamé dans les cinq ans dès son exigibilité est prescrit de plein droit au profit de la société et porté à la réserve générale légale issue du bénéfice.

Article 39, al. 2

Toutes les publications et convocations de la société aux actionnaires s'effectuent par communication écrite ou électronique aux actionnaires inscrits au registre des actions ou ~~lettre aux adresses inscrites sur le registre des actions, de même que~~ dans l'organe de publicité susmentionné. Il en sera de même si elles concernent des tiers.

Explication

Les modifications de l'art. 13 al. 3 et de l'art. 21 al. 1 et al. 2 concernent les nouveaux pouvoirs intransmissibles et les exigences de majorité qualifiée de l'assemblée générale. L'art. 15, al. 2 et al. 3, reprend les seuils adaptés sous le nouveau droit des sociétés anonymes pour la convocation d'une assemblée

générale et l'inscription de points à l'ordre du jour. Les modifications apportées à l'al. 4 de cette disposition visent à clarifier les modalités d'exercice de ces droits. Les adaptations proposées à l'art. 16, al. 1 à 7, tiennent ensuite compte des nouvelles exigences en matière de convocation de l'Assemblée générale et reflètent le nouveau libellé de la loi. Selon le nouveau droit des sociétés anonymes, les assemblées générales peuvent se tenir en différents lieux, ce qui est pris en compte dans les nouveaux al. 8–9 de l'art. 16. L'art. 17 est adapté au nouveau texte de loi. Les modifications apportées à l'art. 23, al. 2–4, reflètent les exigences adaptées concernant le contenu et l'accessibilité du procès-verbal de l'Assemblée générale. Les modifications proposées à l'art. 37, al. 1, ch. 1, et à l'art. 38, al. 2, reflètent les nouvelles règles d'affectation aux réserves ainsi que la nouvelle terminologie de la loi. Enfin, l'art. 39, al. 2 modifié tient compte des nouveaux moyens de publications électroniques. En outre, les art. 15, al. 1, art. 21, al. 3 et art. 22, al. 2 proposent des modifications de nature rédactionnelle.

13.4 Possibilité de tenir une assemblée générale virtuelle

Le Conseil d'administration propose d'introduire un nouvel al. 7 à l'article 16 des statuts comme suit :

Article 16, al. 7

L'Assemblée générale se réunit au lieu désigné par le Conseil d'administration, à moins que le Conseil d'administration décide dans des circonstances particulières de tenir l'Assemblée générale sous forme électronique et sans lieu de réunion physique (Assemblée générale virtuelle).

Explication

Conformément au nouveau droit des sociétés anonymes, ces modifications permettent au Conseil d'administration, en cas de circonstances particulières, de tenir l'Assemblée générale sans présence physique des actionnaires ou de leurs représentants, mais uniquement sous forme de participation électronique (purement virtuelle) et sans lieu de réunion. La solution proposée doit donner au Conseil d'administration la flexibilité nécessaire, en étant précisé qu'une assemblée générale virtuelle ne devrait être possible que dans des cas exceptionnels. En cas d'Assemblée générale virtuelle, les actionnaires ont en principe les mêmes droits de participation que lors des Assemblées générales en présentiel.

13.5 Modifications des statuts relatives au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration propose de modifier les art. 25 ; art. 26 al. 2 et 3 ; art. 27, al. 3, ch. 7 et al. 7 ; art. 28 al. 2 ; art. 30 al. 3 et al. 8 ; art. 33 al. 2 ; art. 34, al. 1 comme suit (changements en rouge) :

Article 25

A l'exception de l'élection du président du Conseil d'administration et des membres du comité de rémunération, le Conseil d'administration se constitue lui-même et désigne un vice-président et ~~un secrétaire~~ une personne qui rédige le procès-verbal, cette dernière ~~ce dernier~~ ne devant pas nécessairement être membre du Conseil d'administration.

Un procès-verbal signé par le président et par la personne qui l'a rédigé ~~le secrétaire~~ enregistre les délibérations et les décisions du Conseil d'administration ; il doit mentionner les membres ~~présents~~ participants.

Les décisions du Conseil d'administration peuvent aussi être prises en la forme d'une décision circulaire par écrit, sur papier ou sous forme électronique, à moins que la qu'une discussion ne soit requise par l'un des membres. Les décisions ~~Elles~~ doivent être protocolées dans le procès-verbal de la séance du Conseil d'administration suivante si la forme électronique n'a pas été choisie. En cas de décision par voie électronique, aucune signature n'est nécessaire ; les décisions écrites divergentes du Conseil d'administration sont réservées.

Le Conseil d'administration règle le recours aux médias électroniques.

Article 26, al. 2 et 3

La ~~présence-participation~~ de la majorité des membres du Conseil d'administration ~~en personne, par téléphone, vidéoconférence ou par un autre moyen électronique~~ est nécessaire pour que le Conseil d'administration puisse valablement délibérer et prendre toute décision. Aucun quorum de présence n'est nécessaire pour les décisions relatives à l'augmentation ~~et à la réduction~~ du capital-actions ainsi qu'~~à la~~-aux révisions des statuts de la société y relatives.

Les décisions sont prises à la majorité ~~absolue~~ des voix des membres présents. En cas de partage des voix, la voix du président n'est pas prépondérante.

Article 27, al. 3, ch. 7 et al. 7

Il a les attributions intransmissibles et inaliénables suivantes :

[...]

7. ~~Informé le juge~~ Déposer la demande de sursis concordataire et aviser le tribunal en cas de surendettement ;

[...]

A la requête d'actionnaires ou de créanciers de la société qui rendent vraisemblable l'existence d'un intérêt digne de protection, le Conseil d'administration les informe par écrit ~~ou par voie électronique au sujet de~~ sur l'organisation de la gestion.

Article 28, al. 2

En cas de postes vacants au sein du comité de rémunération, le Conseil d'administration désigne des substituts pour la durée restante du mandat.

Article 30 al. 3 et al. 8

~~Un membre du Conseil d'administration ou de la Direction peut également exercer, à l'extérieur du groupe APG SGA, douze mandats au plus dans des entités juridiques à but non-lucratif ou d'utilité publique (comme par exemple, des associations ou des organisations caritatives, sociales, culturelles ou actives dans le domaine du sport, des fondations, des trusts et des institutions de prévoyance du personnel).~~

[...]

Le terme « mandat » au sens de l'article 30 des présents statuts doit être compris comme ~~une activité dans une fonction similaire dans une autre entreprise poursuivant un but économique un mandat dans un organe suprême de direction ou de gestion d'une entité juridique qui a l'obligation de s'inscrire au registre du commerce ou dans un registre étranger analogue.~~

Article 33, al. 2

[...]

~~Le Conseil d'administration peut également diviser les propositions respectives en éléments de rémunérations et/ou, en relation avec d'autres périodes, les soumettre à l'approbation de~~

~~l'Assemblée générale. Le Conseil d'administration peut soumettre à l'Assemblée générale des propositions de rémunération portant sur des périodes différentes et se rapportant à l'ensemble des membres du Conseil d'administration ou de la Direction ou à certains d'entre eux seulement.~~

Article 34, al. 1

Il existe un montant complémentaire pouvant être utilisé aux fins d'assurer la rémunération des membres de la Direction **nouvellement** nommés après approbation du montant global maximum. Le montant complémentaire peut également être utilisé pour le paiement d'indemnités visant à compenser les désavantages que le membre de la Direction nouvellement nommé subit suite à son changement de poste (primes d'embauche).

Explication

Les modifications proposées à l'art. 25, al. 3 et 4, et à l'art. 26, al. 2, reflètent les nouvelles possibilités d'utilisation des moyens électroniques. Étant donné qu'en vertu du nouveau droit des sociétés anonymes, une décision du Conseil d'administration revêtant la forme authentique est nécessaire en cas de réduction de capital, il est proposé de compléter en conséquence les exceptions au quorum de présence prévues à l'art. 26, al. 2. La modification de l'art. 27, al. 3, est liée à une attribution supplémentaire du Conseil d'administration. La suppression de la limitation actuelle du nombre de mandats dans des organisations à but non lucratif ou d'utilité publique à l'art. 30 découle des modifications apportées au nouveau droit des sociétés anonymes, qui ne prévoit plus de telles limitations. Ensuite, les adaptations prévues à l'art. 33, al. 2 donnent au Conseil d'administration une flexibilité supplémentaire dans la présentation des propositions concernant la rémunération du Conseil d'administration et de la Direction. La modification proposée à l'art. 34, al. 1, vise à préciser que le montant supplémentaire ne peut être utilisé que pour les membres de la Direction nouvellement élus. L'art. 25, al. 1 et al. 2, l'art. 26, al. 3 et l'art. 30, al. 8 sont adaptés au nouveau libellé de la loi. Enfin, une adaptation purement linguistique des statuts est proposée à l'art. 28, al. 2.

Genève, le 26 mars 2024

Le Conseil d'administration

Annexes :

1. Formulaire d'inscription et de procuration
2. Enveloppe-réponse

Renseignements pratiques

Possibilités de participation à l'Assemblée générale

Vous pouvez participer à l'Assemblée générale en personne ou vous faire représenter par le représentant indépendant ou par une autre personne. Vous pouvez nous faire part de votre préférence au moyen du formulaire d'inscription et de procuration ci-joint ou via la plateforme d'actionnaires Nimbus ShApp.

Participation personnelle

Veuillez envoyer le formulaire d'inscription et de procuration ci-joint au registre des actions au moyen de l'enveloppe-réponse ci-jointe d'ici au 19 avril 2024 ou vous inscrire via la plateforme d'actionnaires Nimbus ShApp (<https://apgsa.shapp.ch>). Vous recevrez par la suite une carte d'admission avec un bulletin de vote. Elle sera envoyée à l'adresse de l'actionnaire à partir du 19 avril 2024. Veuillez apporter ces documents à l'Assemblée générale. L'enregistrement se fait à l'entrée de l'Assemblée générale contre remise de la carte d'admission.

Plan de situation

La Fédération des Entreprises Romandes est située au centre de Genève. Elle est accessible à pied depuis la gare Cornavin en 10 minutes. Vous trouverez le plan de situation au verso.

Représentation par un représentant indépendant

Me Costin van Berchem, notaire, Place d'Armes 20, 1227 Carouge, a été désigné comme représentant indépendant. Vous pouvez transmettre votre procuration et vos instructions soit au moyen du formulaire d'inscription et de procuration ci-joint, soit par voie électronique via la plateforme pour actionnaires Nimbus ShApp (<https://apgsa.shapp.ch>). Pour toute question concernant la plateforme, la hotline +41 55 617 37 50 et l'adresse e-mail shapp@nimbus.ch sont à votre disposition. Les éventuelles modifications des instructions données par voie électronique sont possibles jusqu'au mardi 23 avril 2024 à 23h55 au plus tard.

Représentation par une autre personne

Veuillez mentionner ce choix à l'endroit correspondant sur le formulaire d'inscription et de procuration ci-joint. En cas de représentation par une autre personne, la carte d'admission et les bulletins de vote sont envoyés à l'actionnaire. Celle-ci ou celui-ci doit ensuite signer la procuration au dos de la carte d'admission et la remettre à sa représentante ou son représentant avec le matériel de vote.

Départ anticipé de l'Assemblée générale

Afin de garantir une détermination correcte des voix représentées, le matériel de vote non utilisé doit être remis à la sortie en cas de départ anticipé de l'Assemblée générale.

Rapport de gestion, rapport de rémunération et rapports de l'organe de révision

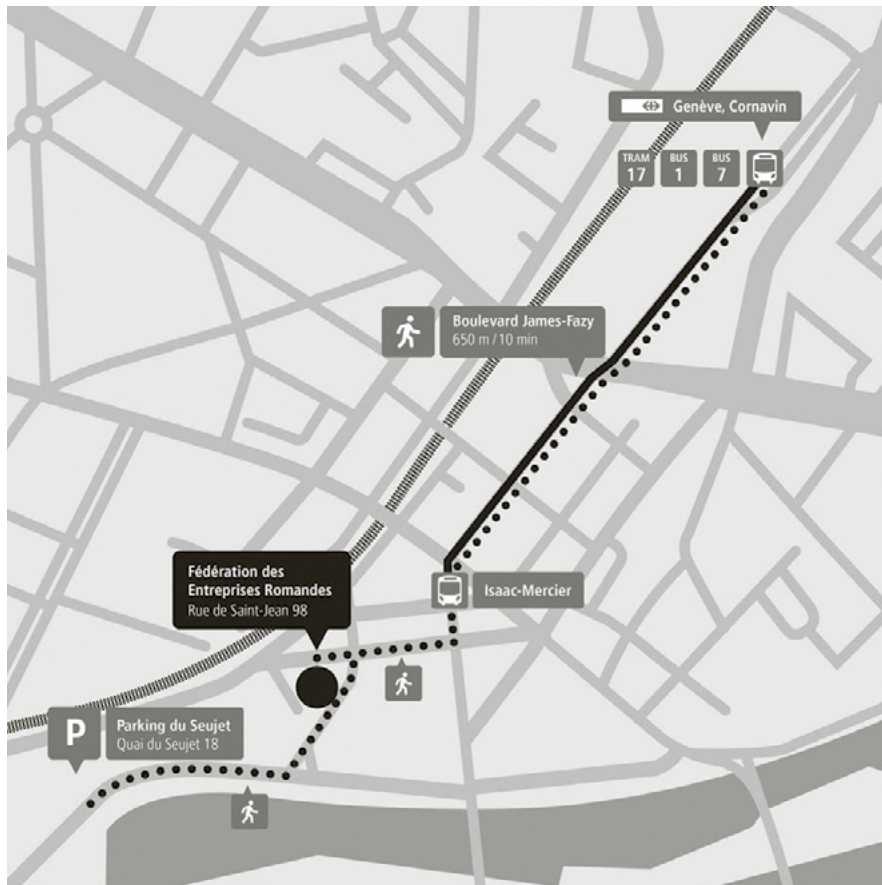
Le rapport de gestion, comprenant le rapport annuel, les comptes annuels, les comptes consolidés 2023, le rapport de rémunération, le rapport sur les questions non financières et les rapports de l'organe de révision, ainsi que le Financial Report ont été publiés le 14 mars 2024 et peuvent être téléchargés par les actionnaires sur Internet à l'adresse www.apgsa.ch/rapport.

Décisions de l'Assemblée générale

A partir du 10 mai 2024, chaque actionnaire pourra prendre connaissance des décisions de l'Assemblée générale au siège administratif de Société Générale d'Affichage SA, une société d'APG SGA SA, à Giesshübelstrasse 4, 8045 Zurich, et par voie électronique à l'adresse www.apgsa.ch/fr/ir.

Plan de situation

Fédération des Entreprises Romandes (FER),
Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genève



APG|SGA
Out of Home Media

www.apgsga.ch
APG|SGA SA
Carrefour de Rive 1
CH-1207 Genève
investors@apgsga.ch

Imprimé en Suisse
Mars 2024
Tous droits réservés



Imprimé finançant une
contribution au climat
ClimatePartner.com/11020-2403-1003

An die Aktionärinnen und Aktionäre der APG SGA SA

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

Datum: Donnerstag, 25. April 2024, 16.30 Uhr (Türöffnung 16.00 Uhr)

Ort: Fédération des Entreprises Romandes (FER), Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genf

Traktanden

(Übersetzung; die französische Fassung ist massgebend)

- 1. Bericht der Revisionsstelle**
- 2. Genehmigung des Jahresberichtes (Lageberichtes), der Jahresrechnung und der Konzernrechnung 2023**
- 3. Verwendung des Bilanzgewinns**
- 4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Unternehmensleitung**
- 5. Wahlen in den Verwaltungsrat**
- 6. Wahl des Verwaltungsratspräsidenten**
- 7. Wahl des Vergütungsausschusses**
- 8. Vergütung des Verwaltungsrates**
- 9. Fixe Vergütung der Unternehmensleitung**
- 10. Variable Vergütung der Unternehmensleitung**
- 11. Wahl der Revisionsstelle**
- 12. Wahl des unabhängigen Stimmrechtsvertreters**
- 13. Statutenanpassungen**

Traktanden und Anträge des Verwaltungsrates

1. Bericht der Revisionsstelle

Der Verwaltungsrat bittet die Aktionärinnen und Aktionäre, von den Berichten der Revisionsstelle Kenntnis zu nehmen. Der Revisionsbericht der PricewaterhouseCoopers AG, Zürich, findet sich im Financial Report 2023 auf den Seiten 27 bis 31 für den Konsolidierten Abschluss und auf den Seiten 41 bis 45 für den Einzelabschluss der APG SGA SA.

2. Genehmigung des Jahresberichtes (Lageberichtes), der Jahresrechnung und der Konzernrechnung 2023

Der Verwaltungsrat beantragt für das Geschäftsjahr 2023 zu genehmigen:

- 2.1 den Jahresbericht (Lagebericht)
- 2.2 die Jahresrechnung und die Konzernrechnung

Erläuterung

Der Verwaltungsrat ist gesetzlich verpflichtet, den Lagebericht, die Jahresrechnung und die Konzernrechnung für jedes Rechnungsjahr der Generalversammlung zur Genehmigung vorzulegen. Die Revisionsstelle PricewaterhouseCoopers AG, Zürich, hat die Konzernrechnung der APG SGA SA und die Jahresrechnung der APG SGA SA geprüft und empfiehlt in ihren Berichten an die Generalversammlung, die Konzernrechnung der APG SGA SA und die Jahresrechnung der APG SGA SA zu genehmigen.

3. Verwendung des Bilanzgewinns

Der Verwaltungsrat beantragt, den Bilanzgewinn wie folgt zu verwenden und Dividenden von CHF 33 000 000* aus dem Gewinnvortrag auszuschütten:

Gewinnvortrag	CHF	84 524 474
Jahresgewinn 2023	CHF	28 859 876
Gewinnvortrag zur Verfügung der Generalversammlung	CHF	113 384 350
Ordentliche Dividende (je Aktie)	CHF	11.00

Bei Annahme wird die Dividende abzüglich 35 % Verrechnungssteuer ab dem 3. Mai 2024 ausbezahlt.

* Die zum Zeitpunkt der Dividendenzahlung von der APG SGA SA gehaltenen eigenen Aktien sind nicht dividendenberechtigt. Damit kann sich der ausgewiesene Dividendenbetrag entsprechend verändern.

Erläuterung

Die Ausschüttung einer Dividende erfordert einen Beschluss der Generalversammlung. Die beantragte Verwendung des verfügbaren Gewinns steht im Einklang mit der Dividendenpolitik der APG SGA SA. Die Verwendung des Bilanzgewinns und die Ausschüttung der Dividende basieren auf der von der Revisionsstelle geprüften und im Traktandum 2 zu genehmigenden Jahresrechnung.

4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Unternehmensleitung

Der Verwaltungsrat beantragt, den Mitgliedern des Verwaltungsrates und der Unternehmensleitung für das Geschäftsjahr 2023 Entlastung zu erteilen.

Erläuterung

Mit der Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates und der Unternehmensleitung erklären die zustimmenden Aktionärinnen und Aktionäre, dass sie die verantwortlichen Personen für bekannt gegebene Ereignisse aus dem vergangenen Rechnungsjahr nicht mehr zur Rechenschaft ziehen werden. Es sind der Gesellschaft keine Tatsachen bekannt, die einer vollständigen Entlastung entgegenstehen würden.

5. Wahlen in den Verwaltungsrat

Der Verwaltungsrat beantragt – je einzeln – die Wahl folgender Mitglieder des Verwaltungsrates bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung.

- 5.1 Herrn Daniel Hofer (bisher)
- 5.2 Herrn Xavier Le Clef (bisher)
- 5.3 Herrn David Bourg (bisher)
- 5.4 Frau Maya Bundt (bisher)
- 5.5 Frau Jolanda Grob (bisher)
- 5.6 Herrn Markus Scheidegger (bisher)

Angaben zu den Mitgliedern des Verwaltungsrates finden Sie ab Seite 22 des Geschäftsberichtes oder unter www.apgsga.ch/vr.

Erläuterung

Gemäss Art. 698 Abs. 2 Ziff. 2 OR und Art. 24 der Statuten der APG SGA SA werden die Mitglieder des Verwaltungsrates durch die Generalversammlung gewählt. Da die Amtsdauer der Mitglieder des Verwaltungsrates mit dem Abschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 25. April 2024 endet, müssen diese von der Generalversammlung wiedergewählt werden.

6. Wahl des Verwaltungsratspräsidenten

Vorbehältlich seiner Wiederwahl als Mitglied des Verwaltungsrates beantragt der Verwaltungsrat die Wiederwahl von:

Herrn Daniel Hofer (bisher)

als Präsident des Verwaltungsrates bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung.

Erläuterung

Gemäss Art. 698 Abs. 3 Ziff. 1 OR und Art. 24 der Statuten der APG SGA SA wird der Präsident des Verwaltungsrates durch die Generalversammlung gewählt. Da die Amtsdauer des Präsidenten des Verwaltungsrates mit dem Abschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 25. April 2024 endet, muss der Präsident des Verwaltungsrates von der Generalversammlung wiedergewählt werden.

7. Wahlen in den Vergütungsausschuss

Vorbehältlich ihrer Wahl als Mitglieder des Verwaltungsrates beantragt der Verwaltungsrat – je einzeln – die Wahl von:

- 7.1 Frau Jolanda Grob (bisher)
- 7.2 Herrn Markus Scheidegger (bisher)

als Mitglieder des Vergütungsausschusses bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung.

Erläuterung

Gemäss Art. 698 Abs. 3 Ziff. 2 OR und Art. 28 der Statuten der APG SGA SA werden die Mitglieder des Vergütungsausschusses durch die Generalversammlung gewählt. Da die Amtsdauer der Mitglieder des Vergütungsausschusses mit dem Abschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 25. April 2024 endet, müssen diese von der Generalversammlung neu gewählt werden.

8. Vergütung des Verwaltungsrates

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung eines maximalen Gesamtbetrages von CHF 890 000 (inkl. Sozialversicherungsbeiträge) für die Vergütung des Verwaltungsrates für den Zeitraum vom Abschluss der ordentlichen Generalversammlung 2024 bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung.

Erläuterung

Wie in den Vorjahren und im Einklang mit Art. 698 Abs. 3 Ziff. 4 OR und Art. 33 der Statuten der APG SGA SA muss die maximale Gesamtvergütung für den Verwaltungsrat von der Generalversammlung in einer bindenden Abstimmung genehmigt werden. Die massvolle Erhöhung des beantragten Maximalbetrages gegenüber dem Vorjahr (Generalversammlung 2023: CHF 850 000) beruht darauf, dass eine Vergütung für die Mitglieder des unabhängigen Ausschusses des Verwaltungsrates eingeplant wurde (in gleicher Höhe wie für die Mitglieder der anderen Verwaltungsratsausschüsse).

9. Fixe Vergütung der Unternehmensleitung

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung eines maximalen Gesamtbetrages von CHF 2 524 000 (inkl. Sozialversicherungsbeiträge) für die fixe Vergütung der Unternehmensleitung für den Zeitraum des kommenden Geschäftsjahres 2025.

Erläuterung

Wie in den Vorjahren und im Einklang mit Art. 698 Abs. 3 Ziff. 4 OR und Art. 33 der Statuten der APG SGA SA muss die maximale fixe Vergütung der Unternehmensleitung in einer bindenden Abstimmung genehmigt werden. Der beantragte maximale Gesamtbetrag für die fixe Vergütung der Unternehmensleitung für das Geschäftsjahr 2025 ist um CHF 16 000 tiefer als der von der ordentlichen Generalversammlung 2023 für das gegenwärtige Geschäftsjahr 2024 genehmigte maximale Gesamtbetrag von CHF 2 540 000 (inkl. Sozialversicherungsbeiträge).

10. Variable Vergütung der Unternehmensleitung

Der Verwaltungsrat beantragt die Genehmigung eines maximalen Gesamtbetrages von CHF 1 711 000 (inkl. Sozialversicherungsbeiträge) für die variable Vergütung der Unternehmensleitung für den Zeitraum des abgeschlossenen Geschäftsjahres 2023.

Erläuterung

Wie in den Vorjahren und im Einklang mit Art. 698 Abs. 3 Ziff. 4 OR und Art. 33 der Statuten der APG SGA SA muss die maximale variable Vergütung der Unternehmensleitung in einer bindenden Abstimmung genehmigt werden. Der gegenüber dem Geschäftsjahr 2022 höhere beantragte maximale Gesamtbetrag (Generalversammlung 2023: CHF 1 189 000) ist auf die Erweiterung der Unternehmensleitung im Jahr 2023 um zwei Mitglieder sowie auf eine zusätzliche variable Vergütung im Zusammenhang mit einem strategischen Projekt zurückzuführen.

11. Wahl der Revisionsstelle

Der Verwaltungsrat beantragt die Wahl von PricewaterhouseCoopers AG, Zürich, als Revisionsstelle für eine weitere Amtsdauer von einem Jahr bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung.

Erläuterung

Gemäss Art. 698 Abs. 2 Ziff. 2 OR und Art. 35 der Statuten der APG SGA SA wird die Revisionsstelle von der Generalversammlung gewählt. Da die Amtsdauer der Revisionsstelle mit dem Abschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 25. April 2024 endet, muss diese von der Generalversammlung neu gewählt werden. Der Verwaltungsrat ist der Ansicht, dass PricewaterhouseCoopers AG weiterhin die geeignetste Wahl für das Amt als Revisionsstelle ist.

12. Wahl des unabhängigen Stimmrechtsvertreters

Der Verwaltungsrat beantragt die Wahl von Herrn Costin van Berchem, Notar, Les Notaires à Carouge, als unabhängigen Stimmrechtsvertreter bis zum Abschluss der nächsten ordentlichen Generalversammlung.

Erläuterung

Gemäss Art. 698 Abs. 3 Ziff. 3 OR und Art. 18 der Statuten der APG SGA SA wird der unabhängige Stimmrechtsvertreter von der Generalversammlung gewählt. Da die Amtsdauer des unabhängigen Stimmrechtsvertreters mit dem Abschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 25. April 2024 endet, muss dieser von der Generalversammlung neu gewählt werden. Herr Costin van Berchem erfüllt die Unabhängigkeitskriterien und der Verwaltungsrat schlägt vor, ihn aus Gründen der Kontinuität wiederzuwählen.

13. Statutenanpassungen

Der Verwaltungsrat beantragt, die Statuten der APG SGA SA wie in nachfolgenden Anträgen 13.1, 13.2, 13.3, 13.4 und 13.5 dargestellt zu ändern. Die beantragten Anpassungen beziehen sich hauptsächlich auf die Revision des schweizerischen Aktienrechts, welches am 1. Januar 2023 in Kraft getreten ist. Eine Vergleichsversion der beantragten neuen Statuten gegenüber den gegenwärtigen Statuten ist online verfügbar unter www.apgsa.ch/investor-relations/corporate-governance.

13.1 Änderungen in Bezug auf das Aktienkapital und die Aktien

Der Verwaltungsrat beantragt, Art. 6 Abs. 3, Art. 7 Abs. 1 und Abs. 2, Art. 8 Abs. 1 sowie Art. 9 der Statuten wie folgt abzuändern (Änderungen in **rot**):

Artikel 6 Abs. 3

~~Durch Beschluss der Generalversammlung können Namenaktien in Inhaberaktien und umgekehrt umgewandelt werden.~~

Artikel 7 Abs. 1 und Abs. 2

Die Namenaktien der Gesellschaft werden unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen dieses Artikels 7 als **einfache** Wertrechte ausgegeben und als Bucheffekten geführt.

Die Aktionäre haben keinen Anspruch auf Druck und Auslieferung von Urkunden oder Umwandlung von in bestimmter Form ausgegebenen Namenaktien in eine andere Form. Die Gesellschaft kann demgegenüber jederzeit Urkunden (Einzelurkunden, Zertifikate oder Globalurkunden) ausgeben oder **einfache** Wertrechte und Urkunden in eine andere Form umwandeln sowie ausgegebene Urkunden, die bei ihr eingeliefert werden, annullieren.

Artikel 8 Abs. 1

Der Verwaltungsrat führt ein Aktienbuch, in welches die Eigentümer und Nutzniesser mit Namen, Adresse und Nationalität eingetragen werden. **Die Eigentümer und Nutzniesser können ihr Gesuch um Eintragung in das Aktienbuch schriftlich oder auf elektronischem Weg stellen.** Das **schriftliche** Eintragungsgesuch und die eventuelle, widerrufbare Abtretungsvollmacht sind vom Antragsteller oder seinem gesetzlichen Vertreter handschriftlich zu unterzeichnen. Im Verhältnis zur Gesellschaft wird als Aktionär oder als Nutzniesser nur anerkannt, wer im Aktienbuch mit Stimmrecht eingetragen ist. Der Übergang von Aktien bedarf in jedem Falle der Genehmigung durch den Verwaltungsrat.

Artikel 9

[keine Änderung in der deutschen Fassung]

Erläuterung

Die Streichung von Art. 6 Abs. 3 wird vorgeschlagen, da eine statutarische Ermächtigung zur Umwandlung von Namenaktien in Inhaberaktien (und umgekehrt) nicht mehr erforderlich ist. Die Änderungen in Art. 7 Abs. 1 und Abs. 2 reflektieren den neuen Gesetzeswortlaut. Die vorgeschlagenen Anpassungen in Art. 8 Abs. 1 ergeben sich aus der neuen Möglichkeit der Gesuchstellung zur Eintragung im Aktienbuch auf elektronischem Weg. Sodann wird in Art. 9 eine rein redaktionelle Änderung in der französischen Bestimmung vorgeschlagen.

13.2. Änderungen in Bezug auf die Übertragungsbeschränkung der Aktien

Der Verwaltungsrat beantragt, Art. 8 Abs. 2 der Statuten wie folgt abzuändern (Änderungen in **rot**):

Artikel 8 Abs. 2

~~Die Zustimmung kann aus folgenden Gründen verweigert werden.~~ Die Gesellschaft kann einen Erwerber aus folgenden Gründen ablehnen:

1. sofern ein Erwerber trotz Verlangen der Gesellschaft nicht ausdrücklich erklärt, dass er die Aktien in eigenem Namen und für eigene Rechnung erworben hat und halten wird, **dass keine Vereinbarung über die Rücknahme oder die Rückgabe entsprechender Aktien besteht und dass er das mit den Aktien verbundene wirtschaftliche Risiko trägt;**
2. [...]

Erläuterung

Mit der beantragten Änderung in Art. 8 Abs. 2 wird der bereits bisher vorgesehene Ablehnungsgrund, dass ein Erwerber auf Verlangen nicht erklärt, dass er die Aktien im eigenen Namen und für eigene Rechnung hält, in Übereinstimmung mit der neuen gesetzlichen Regelung erweitert. Ein Erwerber kann auch abgelehnt werden, wenn er nicht bestätigt, dass keine Vereinbarung über die Rücknahme oder die Rückgabe entsprechender Aktien besteht und dass er das mit den Aktien verbundene Risiko trägt. Die Änderung entspricht dem neuen Gesetzestext und soll das «Abstimmen ohne wirtschaftliches Risiko» (emptyvoting) verhindern.

13.3 Änderungen in Bezug auf die Generalversammlung im Allgemeinen (inkl. Ausschüttungen und Bekanntmachungen)

Der Verwaltungsrat beantragt, Art. 13 Abs. 3; Art. 15, Art. 16 Abs. 1–6 und Abs. 8–9; Art. 17; Art. 21 Abs. 1–3, Art. 22 Abs. 2; Art. 23 Abs. 2–5; Art. 37; Art. 38 sowie Art. 39 Abs. 2 der Statuten wie folgt abzuändern (Änderungen in **rot**):

Artikel 13 Abs. 3

Der Generalversammlung stehen folgende unübertragbare Befugnisse zu:

1. Festsetzung und Änderung der Statuten;
2. Wahl und Abberufung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Präsidenten des Verwaltungsrates, der Mitglieder des Vergütungsausschusses, des unabhängigen Stimmrechtsvertreters und der Revisionsstelle;
3. Genehmigung des Lageberichts, der Jahresrechnung und der Konzernrechnung sowie Beschlussfassung über die Verwendung des Bilanzgewinnes, insbesondere die Festsetzung der Dividende und der Tantiemen, vorbehaltlich Artikel 37;
4. **Festsetzung der Zwischendividende und Genehmigung des dafür erforderlichen Zwischenabschlusses;**
5. **Beschlussfassung über die Rückzahlung der gesetzlichen Kapitalreserve;**

6. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrates;
7. Dekotierung der Beteiligungspapiere der Gesellschaft;
8. Genehmigung der Vergütungen des Verwaltungsrates und der Unternehmensleitung;
9. Beschlussfassung über die Gegenstände, die der Generalversammlung durch das Gesetz oder die Statuten vorbehalten sind oder ihr durch den Verwaltungsrat vorgelegt werden.

Artikel 15 Abs. 1–4

[keine Änderung in der deutschen Fassung von Abs. 1]

Zu ausserordentlichen Generalversammlungen hat der Verwaltungsrat einzuladen, wenn Aktionäre, die mindestens ~~zehn~~ fünf Prozent des Aktienkapitals ~~oder der Stimmen~~ vertreten, schriftlich ~~und unter Angabe des Zweckes~~ eine Einberufung verlangen. ~~Die Verhandlungsgegenstände und Anträge müssen im Begehren enthalten sein.~~

Aktionäre, die ~~Aktien im Nennwert von zweihundertfünfundzwanzigtausend Schweizer Franken (Fr. 225'000) vertreten~~ zusammen mindestens 0.5 Prozent des Aktienkapitals oder der Stimmen vertreten, können die Traktandierung eines Verhandlungsgegenstandes ~~oder die Aufnahme von Anträgen zu traktandierten Verhandlungsgegenständen in die Einberufung der Generalversammlung~~ verlangen.

~~Einberufung und~~ Die Traktandierung eines Verhandlungsgegenstands und das Stellen von Anträgen sind mindestens fünfzig Tage vor dem geplanten Datum der Versammlung ~~beim Verwaltungsrat~~ schriftlich unter Angabe des Verhandlungsgegenstandes und der Anträge anzubeghehen und haben den Nachweis des Besitzes der erforderlichen Anzahl Aktien zu enthalten. Mit der Traktandierung oder den Anträgen können die Aktionäre eine kurze Begründung einreichen. Diese muss in die Einberufung der Generalversammlung aufgenommen werden.

Artikel 16 Abs. 1–6 und 8–9

Der Verwaltungsrat teilt den Aktionären die Einberufung der ~~Die~~ Generalversammlung ~~ist~~ mindestens zwanzig Tage vor dem ~~Versammlungstermin~~ Datum, an dem die Generalversammlung stattfinden soll, durch Schreiben an alle im Aktienbuch eingetragenen Aktionäre an die von ihnen zuletzt bekanntgegebene Adresse ~~oder per E-Mail mit einzuberufen~~, ausgenommen Aktionäre ohne Stimmrecht.

~~In der Einberufung sind die Verhandlungsgegenstände sowie die Anträge des Verwaltungsrates und der Aktionäre bekanntzugeben, welche die Durchführung einer Generalversammlung oder die Traktandierung eines Verhandlungsgegenstandes verlangt haben. In der Einberufung sind bekanntzugeben:~~

1. das Datum, der Beginn, die Art und der Ort der Generalversammlung;
2. die Verhandlungsgegenstände;
3. die Anträge des Verwaltungsrates und eine kurze Begründung dieser Anträge;
4. gegebenenfalls die Anträge der Aktionäre samt kurzer Begründung;
5. der Name und die Adresse des unabhängigen Stimmrechtsvertreters.

In der Einladung zur ordentlichen Generalversammlung sind die Aktionäre darauf hinzuweisen, dass die Gewinn- und Verlustrechnung und die Bilanz sowie der Bericht der Revisionsstelle, der Geschäftsbericht, der Vergütungsbericht und allfällige Vorschläge zur Verwendung des Bilanzgewinns ~~am Sitz der Gesellschaft spätestens~~ mindestens zwanzig Tage vor dem Termin der Generalversammlung ~~zur Einsichtnahme aufliegen~~ den Aktionären zugänglich gemacht wurden. Sofern die Unterlagen nicht elektronisch zugänglich sind, kann jeder Aktionär verlangen, dass ihm diese rechtzeitig zugestellt werden.

~~Anträge auf Änderungen der Statuten sind am Sitz der Gesellschaft spätestens zwanzig Tage vor dem Termin der Generalversammlung aufzulegen. Darauf ist in der Einladung hinzuweisen.~~

Der Verwaltungsrat darf die Verhandlungsgegenstände in der Einberufung summarisch darstellen, sofern er den Aktionären weiterführende Informationen auf anderem Weg zugänglich macht.

Über Verhandlungsgegenstände, die auf der Traktandenliste nicht ordnungsgemäss aufgeführt worden sind, können keine Beschlüsse gefasst werden, ausser über Anträge auf Einberufung einer ausserordentlichen Generalversammlung, auf Durchführung einer ~~Sonderprüfung~~ Sonderuntersuchung oder auf Wahl einer Revisionsstelle infolge eines Begehrens eines Aktionärs. Vorbehalten bleiben die Bestimmungen über die Universalversammlung.

~~Zur Stellung von Anträgen~~ In der Generalversammlung kann jeder Aktionär Anträge im Rahmen der Verhandlungsgegenstände ~~stellen und zu Verhandlungen ohne Beschlussfassung bedarf es keiner vorherigen Ankündigung.~~

[...]

Der Verwaltungsrat kann beschliessen, dass eine Generalversammlung, die nicht virtuell abgehalten wird, an verschiedenen Orten gleichzeitig durchgeführt wird. In diesem Fall müssen die Voten der Teilnehmer unmittelbar in audiovisueller oder in hybrider Form an sämtliche Tagungsorte übertragen werden.

In der Einberufung zu jeder Generalversammlung wird angegeben, wie sich die Aktionäre durch den unabhängigen Stimmrechtsvertreter vertreten lassen können. Durch die Festlegung des Tagungsortes darf für keinen Aktionär die Ausübung seiner Rechte im Zusammenhang mit der Generalversammlung in unsachlicher Weise erschwert werden.

Artikel 17

Die Eigentümer oder Vertreter sämtlicher Aktien können, falls kein ~~Einspruch~~ Widerspruch erhoben wird, eine Generalversammlung ohne Einhaltung der für die Einberufung ~~vorge-~~ ~~schriebenen Formvorschriften~~ geltenden Vorschriften abhalten. In dieser Versammlung kann über alle in ~~die Zuständigkeit in den Geschäftskreis~~ der Generalversammlung fallenden Gegenstände gültig verhandelt und Beschluss gefasst werden, ~~solange die Eigentümer oder~~ Vertreter sämtlicher Aktien daran teilnehmen.

Artikel 21 Abs. 1–3

Die Generalversammlung fasst ihre Beschlüsse und vollzieht ihre Wahlen mit der **absoluten** Mehrheit der vertretenen Aktienstimmen.

Ein Beschluss der Generalversammlung, der mindestens zwei Drittel der vertretenen Stimmen und die **absolute** Mehrheit der vertretenen Aktiennennwerte auf sich vereinigt, ist erforderlich **für**:

1. **für** die Änderung des Gesellschaftszweckes;
2. **für** die Zusammenlegung von Aktien, soweit dafür nicht die Zustimmung aller betroffenen Aktionäre erforderlich ist ~~die Einführung von Stimmrechtsaktien~~;
3. **für** die Kapitalerhöhung aus Eigenkapital, gegen Sacheinlagen oder durch Verrechnung mit einer Forderung und die Gewährung von besonderen Vorteilen ~~die Beschränkung der Übertragbarkeit von Namenaktien~~;
4. **für** die Einschränkung oder Aufhebung des Bezugsrechts ~~die genehmigte oder bedingte Kapitalerhöhung~~;
5. **für** die Einführung eines bedingten Kapitals oder die Einführung eines Kapitalbands ~~die Kapitalerhöhung aus Eigenkapital, gegen Sacheinlage oder zwecks Sachübernahme und die Gewährung von besonderen Vorteilen~~;
6. **für** die Umwandlung von Partizipationsscheinen in Aktien ~~die Einschränkung oder Aufhebung des Bezugsrechtes~~;
7. **für** die Beschränkung der Übertragbarkeit von Namenaktien ~~die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft~~;
8. **für** die Einführung von Stimmrechtsaktien ~~die Auflösung der Gesellschaft~~;
9. **für** den Wechsel der Währung des Aktienkapitals;
10. **für** die Einführung des Stichentscheids des Vorsitzenden der Generalversammlung;
11. **für** die Einführung einer Statutenbestimmung zur Durchführung der Generalversammlung im Ausland;
12. **für** die Dekotierung der Beteiligungspapiere der Gesellschaft;
13. **für** die Verlegung des Sitzes der Gesellschaft;
14. **für** die Einführung einer statutarischen Schiedsklausel;
15. **für** die Auflösung der Gesellschaft.

[keine Änderung in der deutschen Fassung von Abs. 3]

Artikel 22 Abs. 2

[keine Änderung in der deutschen Fassung]

Artikel 23 Abs. 2–5

Er sorgt für die Führung des Protokolls. Dieses hält fest:

1. das Datum, den Beginn und das Ende sowie die Art und den Ort der Generalversammlung;
2. ~~die~~ Anzahl, ~~die~~ Art, ~~den~~ Nennwert und ~~die~~ Kategorie der vertretenen Aktien, unter Angabe der Aktien, die vom unabhängigen Stimmrechtsvertreter oder ~~die von den Aktionären, vom unabhängigen Stimmrechtsvertreter und~~ von anderen Personen gemäss Artikel 18 vertreten werden;
3. die Beschlüsse und die Wahlergebnisse;
4. die ~~in der Generalversammlung gestellten~~ Begehren um Auskunft und die darauf erteilten Antworten; ~~und~~
5. die von den Aktionären zu Protokoll gegebenen Erklärungen; ~~und~~
6. relevante technische Probleme, die bei der Durchführung der Generalversammlung auftreten.

Das Protokoll ist durch den Vorsitzenden ~~der Generalversammlung~~ und den Protokollführer zu unterzeichnen.

~~Die Aktionäre sind berechtigt, das Protokoll einzusehen.~~ Jeder Aktionär kann verlangen, dass ihm das Protokoll innerhalb von 30 Tagen nach der Generalversammlung zugänglich gemacht wird.

Die Beschlüsse und Wahlergebnisse sind unter Angabe der genauen Stimmenverhältnisse innerhalb von 15 Tagen nach der Generalversammlung auf elektronischem Weg zugänglich zu machen.

Artikel 37

~~Über den Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung wie folgt:~~

- ~~1. Zunächst wird ein Betrag von fünf Prozent (5 %) des Bilanzgewinns des Geschäftsjahres den gesetzlichen Reserven zugewiesen, solange diese noch nicht oder nicht mehr einen Fünftel des einbezahlten Aktienkapitals betragen.~~
- ~~2. Mit dem danach noch verbleibenden Bilanzgewinn, zuzüglich der Beträge, die sie gegebenenfalls aus den Reserven zu entnehmen beschliesst, kann die Generalversammlung Reserven auflösen, eine zusätzliche Dividende ausschütten, deren Betrag für jede Aktie gleich gross sein muss, Gewinne in Aktienkapital umwandeln oder einen Vortrag auf neue Rechnung vornehmen.~~

~~Die zwingenden gesetzlichen Vorschriften über die Gewinnverwendung bleiben vorbehalten.~~

Über den Bilanzgewinn verfügt die Generalversammlung im Rahmen der gesetzlichen Vorschriften.

Neben den gesetzlichen Reserven können weitere Reserven geschaffen werden.

Artikel 38

Die Generalversammlung bestimmt den Zeitpunkt der ~~Dividendenausschüttung~~ Ausschüttung einer Dividende oder einer Zwischendividende.

Sämtliche Dividenden, die innert fünf Jahren seit ihrer Fälligkeit nicht bezogen wurden, verjähren und sind zugunsten der Gesellschaft der ~~allgemeinen Reserve~~ Gewinnreserve zuzuweisen.

Artikel 39 Abs. 2

Sämtliche Einberufungen und Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen ~~durch Brief an die im Aktienbuch verzeichneten Adressen~~ schriftlich oder elektronisch an die im Aktienbuch eingetragenen Aktionäre oder ~~– Sie werden zudem ebenso~~ wie Bekanntmachungen zuhanden Dritter ~~mittels Veröffentlichung~~ im obengenannten Publikationsorgan ~~veröffentlicht~~.

Erläuterung

Die Anpassungen in Art. 13 Abs. 3 sowie Art. 21 Abs. 1 und Abs. 2 betreffen die neuen unübertragbaren Befugnisse und qualifizierten Mehrheitserfordernisse der Generalversammlung. In Art. 15 Abs. 2 und Abs. 3 werden die unter dem neuen Aktienrecht angepassten Schwellenwerte für die Einberufung einer Generalversammlung und die Traktandierung übernommen. Die Änderungen in Abs. 4 dieser Bestimmung dienen der Klarstellung der Modalitäten der Ausübung dieser Rechte. Die vorgeschlagenen Anpassungen in Art. 16 Abs. 1–7 berücksichtigen sodann die neuen Anforderungen an die Einberufung der Generalversammlung und den neuen Wortlaut des Gesetzes. Gemäss dem neuen Aktienrecht können General-

versammlungen an verschiedenen Orten abgehalten werden, was in den neuen Abs. 8–9 von Art. 16 berücksichtigt wird. Art. 17 wird dem neuen Gesetzestext angepasst. Die Änderungen in Art. 23 Abs. 2–4 geben die angepassten Vorgaben für den Inhalt und die Zugänglichkeit des Protokolls der Generalversammlung wider. Die vorgeschlagenen Änderungen in Art. 37 Abs. 1 Ziff. 1 und in Art. 38 reflektieren die neuen Regeln der Zuweisung zu den Reserven sowie die neue Terminologie des Gesetzes. Zudem wird mit dem geänderten Art. 39 Abs. 2 den neuen elektronischen Mitteln im Zusammenhang mit Bekanntmachungen Rechnung getragen. Darüber hinaus werden in Art. 15 Abs. 1, Art. 21 Abs. 3 und Art. 22 Abs. 2 Änderungen im französischen Statutentext beantragt, die lediglich redaktioneller Natur sind.

13.4 Möglichkeit einer virtuellen Generalversammlung

Der Verwaltungsrat beantragt, einen neuen Art. 16 Abs. 7 wie folgt in die Statuten aufzunehmen (Änderungen in **rot**):

Artikel 16 Abs. 7

Die Generalversammlung findet an dem vom Verwaltungsrat bestimmten Tagungsort statt, es sei denn, der Verwaltungsrat beschliesst in Ausnahmefällen, die Generalversammlung mit elektronischen Mitteln ohne Tagungsort durchzuführen (virtuelle Generalversammlung).

Erläuterung

In Übereinstimmung mit dem neuen Aktienrecht ermöglichen diese Änderungen dem Verwaltungsrat, die Generalversammlung unter besonderen Umständen ohne physische Präsenz der Aktionärinnen und Aktionäre bzw. ihrer Vertreter, sondern mit bloss elektronischer Teilnahmemöglichkeit (rein virtuell) ohne Tagungsort durchzuführen. Die beantragte Lösung soll dem Verwaltungsrat die nötige Flexibilität geben, doch soll eine virtuelle Generalversammlung nur in Ausnahmefällen möglich sein. Im Falle einer virtuellen Generalversammlung stehen den Aktionärinnen und Aktionären grundsätzlich die gleichen Teilnahmerechte zu wie in Generalversammlungen mit physischer Anwesenheit.

13.5 Änderungen in Bezug auf den Verwaltungsrat

Der Verwaltungsrat beantragt, Art. 25, Art. 26 Abs. 2 und Abs. 3, Art. 27 Abs. 3 Ziff. 7 und Abs. 7, Art. 28 Abs. 2; Art. 30 Abs. 3 und Abs. 8, Art. 33 Abs. 2 sowie Art. 34 Abs. 1 der Statuten wie folgt abzuändern (Änderungen in **rot**):

Artikel 25

Der Verwaltungsrat konstituiert sich, mit Ausnahme der Wahlen des Präsidenten des Verwaltungsrates und der Mitglieder des Vergütungsausschusses, selber und bezeichnet einen Vizepräsidenten und einen **Sekretär Protokollführer**. Letzterer muss dem Verwaltungsrat nicht unbedingt angehören.

Über die Verhandlungen und Beschlüsse ist ein Protokoll zu führen, das alle **anwesenden teilnehmenden** Mitglieder aufführt und vom Vorsitzenden und vom **Sekretär Protokollführer** unterzeichnet wird.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates können **auch** auf dem Zirkularweg **auf Papier oder in elektronischer Form** gefasst werden, sofern nicht ein Mitglied die mündliche Beratung verlangt. **Sie Die Beschlüsse** sind in das Protokoll der nächsten Sitzung des Verwaltungsrates aufzunehmen, **sofern nicht die elektronische Form gewählt wurde. Im Fall der Beschlussfassung auf elektronischem Weg ist keine Unterschrift erforderlich; vorbehalten bleiben anderslautende, schriftliche Festlegungen des Verwaltungsrates.**

Der Verwaltungsrat regelt die Verwendung elektronischer Mittel.

Artikel 26 Abs. 2 und Abs. 3

Er ist verhandlungs- und beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder ~~anwesend ist~~ **persönlich, über Telefon- oder Videokonferenz oder mittels anderer elektronischer Mittel teilnimmt**. Kein Präsenzquorum ist erforderlich, wenn ausschliesslich die Durchführung einer Kapitalerhöhung ~~oder einer Kapitalherabsetzung~~ festzustellen und die anschliessend vorzunehmenden Statutenänderungen zu beschliessen ~~ist sind~~.

Er fasst seine Beschlüsse mit der **absoluten** Mehrheit der Stimmen der anwesenden Mitglieder. Bei Stimmengleichheit steht dem Präsident kein Stichentscheid zu.

Artikel 27 Abs. 3 Ziff. 7 und Abs. 7

Der Verwaltungsrat hat folgende unübertragbare und unentziehbare Aufgaben:

[...]

7. **Einreichung eines Gesuchs um Nachlassstundung und Benachrichtigung des Richters** ~~Gerichts~~ im Falle der Überschuldung;

[...]

Der Verwaltungsrat orientiert Aktionäre und Gesellschaftsgläubiger, die ein schutzwürdiges Interesse glaubhaft machen, auf Anfrage hin schriftlich ~~oder elektronisch~~ über die Organisation der Geschäftsführung.

Artikel 28 Abs. 2

[keine Änderung in der deutschen Fassung]

Artikel 30 Abs. 3 und Abs. 8

~~Ein Mitglied des Verwaltungsrates oder der Unternehmensleitung darf zusätzlich bis zu zwölf Mandate in nicht gewinnstrebigem bzw. gemeinnützigem Rechtseinheiten (wie z.B. Vereine und andere karitative, soziale, kulturelle oder im Bereich des Sports tätigen Organisationen, Stiftungen, Trusts und Personalvorsorgeeinrichtungen) ausserhalb der APG-SGA Gruppe ausüben.~~

[...]

«Mandate» im Sinn dieses Artikel 30 sind ~~Mandate in den obersten Leitungs- oder Verwaltungsorganen von Rechtseinheiten, welche verpflichtet sind, sich ins Handelsregister oder in ein entsprechendes ausländisches Register eintragen zu lassen~~ Tätigkeiten in vergleichbaren Funktionen bei anderen Unternehmen mit wirtschaftlichem Zweck.

Artikel 33 Abs. 2

[...]

Der Verwaltungsrat kann ~~die entsprechenden Anträge zudem auch in einzelne Vergütungselemente aufteilen und/oder mit Bezug auf andere Zeitperioden der Generalversammlung zur Genehmigung vorlegen~~ der Generalversammlung Anträge stellen, die sich auf unterschiedliche Zeiträume und/oder auf alle oder nur auf einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates oder der Unternehmensleitung beziehen.

Artikel 34 Abs. 1

Es besteht ein Zusatzbetrag, der für die Vergütungen von **neuen** Mitgliedern der Unternehmensleitung verwendet werden kann, welche nach der Genehmigung des betreffenden maximalen Gesamtbetrags ernannt werden. Der Zusatzbetrag kann auch für die Bezahlung von Abgeltungen von Nachteilen verwendet werden, welche das neue Mitglied der Unternehmensleitung als Folge seines Stellenwechsels erleidet (Antrittsprämien).

Erläuterung

Die beantragten Änderungen in Art. 25 Abs. 3–4 und Art. 26 Abs. 2 widerspiegeln die neuen, modernisierten Möglichkeiten zur Nutzung elektronischer Mittel. Da unter dem neuen Aktienrecht bei der Kapitalherabsetzung ein beurkundungspflichtiger Beschluss des Verwaltungsrates erforderlich ist, wird eine entsprechende Ergänzung der in Art. 26 Abs. 2 vorgesehenen Ausnahmen vom Präsenzquorum vorgeschlagen. Die Änderung in Art. 27 Abs. 3 ist auf eine zusätzliche Aufgabe des Verwaltungsrates zurückzuführen. Die Streichung der bisherigen Begrenzung der Anzahl Mandate in non-profit Organisationen oder solchen mit nicht gewinnstrebigen bzw. gemeinnützigem in Art. 30 geht auf die Änderungen im neuen Aktienrecht zurück, wonach solche Beschränkungen nicht mehr vorgesehen sind. Sodann geben die geplanten Anpassungen in Art. 33 Abs. 2 dem Verwaltungsrat zusätzliche Flexibilität bei der Antragsstellung in Bezug auf die Vergütungen des Verwaltungsrates und der Unternehmensleitung. Die beantragte Änderung in Art. 34 Abs. 1 dient der Klarstellung, dass der Zusatzbetrag nur für neu gewählte Mitglieder der Unternehmensleitung verwendet werden darf. In Art. 25 Abs. 1 und Abs. 2, Art. 26 Abs. 3 und Art. 30 Abs. 8 erfolgen Anpassungen an den neuen Gesetzeswortlaut. Schliesslich wird in Art. 28 Abs. 2 eine rein sprachliche Anpassung des französischen Statutentextes beantragt.

Genf, 26. März 2024

Der Verwaltungsrat

Beilagen:

1. Anmelde- und Vollmachtsformular
2. Antwortcouvert

Organisatorische Hinweise

Möglichkeiten zur Beteiligung an der Generalversammlung

Sie können an der Generalversammlung persönlich teilnehmen oder sich durch den unabhängigen Stimmrechtsvertreter oder eine andere Person vertreten lassen. Sie können uns Ihre Präferenz mittels beigelegtem Anmelde- und Vollmachtsformular oder über die Aktionärsplattform Nimbus ShApp mitteilen.

Persönliche Teilnahme

Bitte stellen Sie das beigelegte Anmelde- und Vollmachtsformular bis zum 19. April 2024 dem Aktienregister mittels beiliegendem Antwortcouvert zu oder registrieren Sie sich über die Aktionärsplattform Nimbus ShApp (<https://apgsa.shapp.ch>). Sie erhalten in der Folge eine Zutrittskarte mit Stimmzettel. Der Versand erfolgt ab 19. April 2024 an die Anschrift der Aktionärin oder des Aktionärs. Bitte bringen Sie diese Unterlagen zur Generalversammlung mit. Die Registrierung erfolgt am Eingang zur Generalversammlung gegen Abgabe der Zutrittskarte.

Lageplan

Die Fédération des Entreprises Romandes ist zentral in Genf gelegen. Sie kann zu Fuss vom Bahnhof Cornavin in zehn Minuten erreicht werden. Den Lageplan finden Sie auf der Rückseite.

Vertretung durch unabhängigen Stimmrechtsvertreter

Als unabhängiger Stimmrechtsvertreter wurde Herr Costin van Berchem, Notar, Place d'Armes 20, 1227 Carouge, gewählt. Sie können Ihre Vollmacht und Weisungen entweder mit dem beigelegten Anmelde- und Vollmachtsformular oder über die Aktionärsplattform Nimbus ShApp (<https://apgsa.shapp.ch>) elektronisch übermitteln. Für Fragen zur Plattform stehen Ihnen die Hotline +41 55 617 37 50 oder die E-Mail-Adresse shapp@nimbus.ch zur Verfügung. Allfällige Änderungen elektronisch abgegebener Weisungen sind bis spätestens Dienstag, 23. April 2024, um 23.55 Uhr möglich.

Vertretung durch eine andere Person

Bitte vermerken Sie dies an der entsprechenden Stelle auf dem beigelegten Anmelde- und Vollmachtsformular. Bei Vertretung durch eine andere Person werden die Zutrittskarte sowie die Stimmzettel an die Aktionärin oder den Aktionär versandt. Diese oder dieser hat sodann die Vollmacht auf der Rückseite der Zutrittskarte zu unterzeichnen und sie zusammen mit dem Stimmmaterial ihrer/seiner Vertretung zu übergeben.

Vorzeitiges Verlassen der Generalversammlung

Damit eine korrekte Feststellung der vertretenen Stimmen gewährleistet werden kann, ist bei vorzeitigem Verlassen der Generalversammlung das nicht verwendete Stimmmaterial am Ausgang abzugeben.

Geschäftsbericht, Vergütungsbericht und Berichte der Revisionsstelle

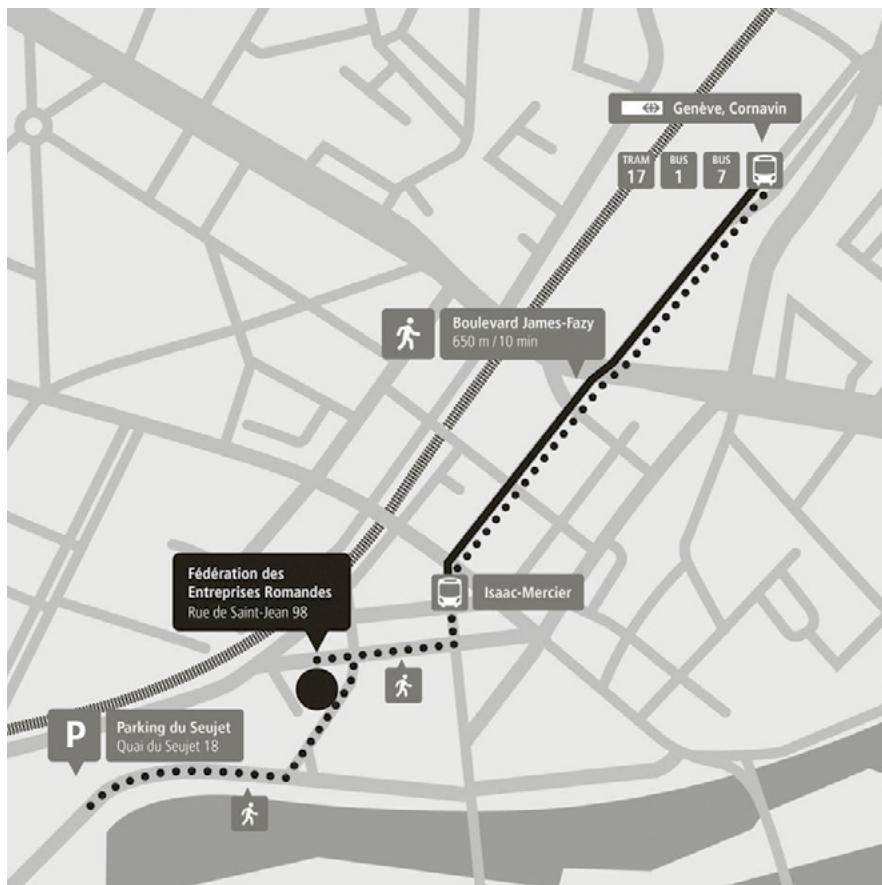
Der Geschäftsbericht, bestehend aus dem Jahresbericht (Lagebericht), der Jahresrechnung, der Konzernrechnung 2023, dem Vergütungsbericht und den Berichten der Revisionsstelle, sowie der Financial Report wurden am 14. März 2024 veröffentlicht und können von den Aktionärinnen und Aktionären im Internet unter www.apgsa.ch/geschaeftsbericht heruntergeladen werden.

Beschlüsse der Generalversammlung

Die Beschlüsse der Generalversammlung stehen allen Aktionärinnen und Aktionären ab dem 10. Mai 2024 am Verwaltungssitz der Allgemeinen Plakatgesellschaft AG, einer Unternehmung der APG SGA SA, an der Giesshübelstrasse 4 in 8045 Zürich sowie auf elektronischem Weg unter www.apgsa.ch/de/ir zur Einsichtnahme zur Verfügung.

Lageplan

Fédération des Entreprises Romandes (FER),
Rue de Saint-Jean 98, 1201 Genf



APG|SGA
Out of Home Media

www.apgsga.ch
APG|SGA AG
Carrefour de Rive 1
CH-1207 Genève
investors@apgsga.ch

Gedruckt in der Schweiz
März 2024
Alle Rechte vorbehalten

